

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-Banque-mondiale-sur-la-sellette>

La Banque mondiale sur la sellette

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : lundi 17 mai 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Il s'est passé quelque chose de bizarre la semaine dernière. En effet, beaucoup pensaient que le 26 avril 2010, à l'occasion de sa conférence annuelle sur les questions foncières à Washington, la Banque mondiale allait rendre publique son étude, très attendue, sur l'accaparement des terres. C'est du moins l'information qui avait été donnée à GRAIN et à de nombreux journalistes. C'est également ce qu'attendaient les personnes qui ont mené l'étude. Mais les choses se sont passées différemment.

En réalité, la Banque a fait une autre présentation *Powerpoint* résumant le contenu de l'étude ; elle a répété les sept principes qu'elle avait proposés pour rendre l'accaparement des terres « socialement responsable » et dévoilé son nouveau portail Internet des entreprises, une sorte d'agence de rencontres destinée à faire le lien entre les entreprises à la recherche de terres et les gouvernements prêts à en fournir.

Ce n'est pas la première fois que la publication de cette étude est repoussée. En effet, depuis que la Banque mondiale a commencé à compiler les données, des raisons politiques n'ont cessé d'entraver la publication des résultats. L'étude était censée initialement sortir en décembre 2009, puis en mars 2010. La publication avait été enfin promise pour la conférence sur les questions foncières de la semaine dernière. Nous savons que tout le travail de recherche et d'analyse est terminé depuis longtemps. Mais alors, qu'est-ce qui peut bien retenir la Banque mondiale ?

Mauvaises nouvelles

Le petit aperçu de l'étude qui a été présenté à Washington la semaine dernière laisse entrevoir une partie de la réponse : Au départ, la Banque avait l'intention de faire une étude complète de 30 pays, qui représentent les points chauds sur la carte mondiale de l'accaparement des terres. Cependant, elle a dû sérieusement revoir son projet à la baisse car, de son propre aveu, les gouvernements ont refusé de lui fournir les informations. Les multinationales n'ont pas été plus loquaces, nous ont indiqué certains auteurs des chapitres concernant les pays. Tout cela en dit long sur la nature occulte de ce genre de transaction. Et si la Banque mondiale ne peut avoir accès à l'information, qui donc le peut ?

La Banque a par conséquent choisi de fonder son étude sur les projets dont ont parlé les médias et qu'on retrouve sur le site www.farmlandgrab.org. La Banque a ainsi identifié presque 400 projets répartis dans 80 pays dont près du quart (22 %) sont en cours de réalisation.

On voit donc très clairement que la ruée sur les terres est une réalité et que l'évolution est à la fois plus rapide et plus répandue que beaucoup ne le pensent. (Voir l'encadré pour se faire une idée de ce que l'étude de la Banque est censée révéler)

Les résultats les plus intéressants, cependant, concernent les effets de ces projets foncières sur les communautés locales. Dans la plupart des cas, la Banque est arrivée à la conclusion - comme elle l'a indiqué à la conférence la semaine dernière - que ces projets ne profitent pas aux communautés locales. Les études d'impact environnemental sont rares et les habitants sont régulièrement chassés de leurs terres, sans être consultés ni dédommagés. La Banque révèle même que les investisseurs visent délibérément les pays présentant un indicateur de « gouvernance foncière médiocre ».

Devant des résultats aussi accablants, il est difficile d'imaginer comment la Banque pourrait trouver des points positifs dans cette nouvelle vague d'acquisitions de terres agricoles. C'est probablement ce qui explique son hésitation à publier l'étude. N'oublions pas que la Banque s'était lancée dans cette étude afin de « fournir des conseils aux clients de la Banque (dans le secteur privé ou les instances gouvernementales) et aux partenaires

intéressés ou pouvant avoir à gérer des acquisitions foncières à grande échelle, afin de leur permettre de maximiser les bénéfices à long terme de ce genre d'investissement. » [1] Et tandis que l'incertitude continue à entourer son étude, la Banque s'efforce de plus en plus de faciliter la razzia sur les terres. Les investisseurs européens, par exemple, affirment qu'ils auront recours à l'Agence multilatérale de garantie des investissements [MIGA], pour assurer leurs accords fonciers contre les risques politiques. Si jamais les choses tournent mal, « la Banque mondiale est à vos côtés », rappelle Gary Vaughan-Smith du Silver Street Capital LLP - une société de gestion d'investissements basée à Londres - qui a récemment mis en place un fonds destiné à investir dans les terres agricoles africaines. « S'il y a la moindre difficulté, ils sauront faire le poids. » [2]

Ce que l'étude de la Banque mondiale est censée contenir

[NB : GRAIN n'a pas vu le rapport de la Banque mondiale. Les conclusions ci-dessous sont tirées simplement de documents publics dont les éléments ont été vérifiés auprès de membres du personnel et de consultants de la Banque mondiale.]

L'étude de la Banque mondiale porte principalement sur les grandes acquisitions foncières des dernières années, ce que nous appelons tous l'accaparement des terres.

Même si l'étude confirme largement ce que nous savons déjà, sa publication était très attendue parce que la Banque était censée avoir accès à des informations que personne d'autre n'avait jusqu'à présent obtenues. La plupart de ces transactions, il est vrai, sont enveloppées d'un voile de secret et de controverse et ont donné lieu à des accusations de néocolonialisme, voire de génocide.

La Banque a dressé l'inventaire de 389 transactions dans 80 pays. La plus grande partie (37 %) de ces soi-disant projets d'investissement est destinée à produire de la nourriture (cultures et élevage), tandis que les biocarburants arrivent en deuxième place (35 %). L'Afrique - cela n'étonnera personne - est la cible de la moitié des projets d'accaparement des terres, suivie par l'Asie, l'Amérique latine et l'Europe de l'Est.

En ce qui concerne les pays qui sont courtisés pour leurs terres, la Banque révèle qu'en Afrique, c'est le Soudan qui est au premier rang, suivi par le Ghana et Madagascar. En Asie-Pacifique, l'Indonésie est à la première place devant les Philippines et l'Australie.

En Amérique latine, le Brésil est le pays le plus convoité, devant l'Argentine et le Paraguay. Pour ce qui est du pays d'origine des accapareurs de terres, la Chine et le Royaume-Uni arrivent tous deux en tête, suivis par l'Arabie Saoudite.

Pour finir, la Banque a analysé statistiquement ce qui pousse les accapareurs de terres à choisir certains pays plutôt que d'autres. Trois de ces "facteurs de probabilité" valent d'être notés : disponibilité des terres, faible mécanisation et gouvernance foncière médiocre. En d'autres termes, les investisseurs donneront priorité aux pays dans lesquels : (a) il est relativement aisé de s'approprier les terres des populations ; (b) de grandes exploitations sont possibles ; et (c) l'introduction de machines permet d'augmenter rapidement la productivité.

La Banque a du mal à séduire

Toutefois, rares sont ceux qui se font des illusions sur ces directives, codes ou principes soi-disant "gagnant-gagnant" qui doivent permettre à tous les partenaires de tirer avantage des projets. C'est un véritable problème pour la Banque et les autres promoteurs de l'accaparement des terres et malgré tous leurs efforts, ils ne parviennent pas à se défaire de cette étiquette d' "accaparement des terres" qui stigmatise les transactions.

« Il y a une chose dont je suis convaincu », déclare Howard Buffet, le fils de Warren Buffet, dans un rapport du *Oakland Institute* publié à l'occasion de la conférence de la Banque la semaine dernière. « Ces transactions ne peuvent qu'enrichir les riches et rendre les pauvres encore plus pauvres ; elles produisent des gagnants qui ramassent les profits, tandis que les perdants se voient priver de leurs moyens de subsistance. » [3]

Si la Banque et ses amis des agences partenaires des Nations unies s'imaginaient que les rencontres prévues à Washington la semaine dernière leur permettraient enfin de prendre le contrôle du débat sur l'accaparement des terres, ils se sont bien trompés. Plus d'une centaine de groupes venus de plus de 100 pays ont gâché la fête en publiant quelques jours auparavant une déclaration commune qui dénonçait les « sept principes » de base d'un accaparement des terres socialement responsable.

Ces groupes ont été très clairs sur la question : Pour eux, qui sont sur le terrain, cet accaparement n'est rien d'autre qu'un immense transfert de terres des petits producteurs alimentaires aux grandes entreprises étrangères, des fermes durables aux plantations industrielles. Ces groupes clament haut et fort qu'ils sont décidés à renverser la vapeur. Et face à cette résistance, l'initiative "gagnant-gagnant" de la Banque mondiale, cette initiative pour un investissement responsable, semble moins séduisante que jamais.

[GRAIN](#) , Mai 2010.

Lectures complémentaires :

Les documents relatifs à la conférence de la Banque mondiale sont publiés en ligne ici :
<http://go.worldbank.org/IN4QDO1U10> [en anglais]

Les articles et déclarations reflétant l'opposition des mouvements sociaux aux propositions de la Banque mondiale pour un accaparement des terres "socialement responsable" sont disponibles sur farmlandgrab.org :
<http://farmlandgrab.org/cat/world-bank>

Toute personne peut se joindre ou répondre à la déclaration collective contre l'accaparement gagnant-gagnant rédigée par La Vía Campesina et les groupes associés :

- ▶ <http://farmlandgrab.org/12200> (anglais),
- ▶ <http://farmlandgrab.org/12259> (français),
- ▶ <http://farmlandgrab.org/12256> (espagnol) et
- ▶ <http://farmlandgrab.org/12262> (arabe).

[1] Banque mondial, « *Large scale acquisition of land rights for agricultural or natural resource-based use, Concept note* », 18 février 2009.

[2] Drew Carter, « *Fertile ground for investment* », *Pensions & Investments*, 19 avril 2010 : <http://farmlandgrab.org/12218>

[3] Oakland Institute, « *(Mis)investment in agriculture : The role of the International Finance Corporation in the global land grab* », 26 avril 2010.